

bénévolement à des activités leur permettant d'exprimer leur inquiétude au sujet de la stabilité et de la sécurité du monde dans l'avenir. Les questions de paix et de sécurité ne conserveront autant d'importance aux yeux des politiciens que si le débat demeure vigoureux entre ceux pour qui la dissuasion et l'équilibre des forces sont essentiels afin de garantir la paix, et ceux pour qui cette doctrine conduit à la guerre.

Les tendances de l'opinion publique canadienne sont elles aussi difficiles à cerner. La plupart des Canadiens se disent favorables aux engagements traditionnels pris par leur pays envers l'OTAN et le NORAD, mais le sondage effectué par l'ICPSI montre qu'à leurs yeux, la paix mondiale est menacée surtout par la course aux armements et la prolifération nucléaire plutôt que par les politiques de l'URSS. Par ailleurs, le public canadien estime qu'aucune des deux superpuissances n'est véritablement disposée à prendre des mesures en faveur du désarmement (il se pourrait que cette perception ait changé depuis le Sommet de Washington).

En ce qui a trait aux questions revêtant un intérêt particulier au Canada, la très grande majorité de la population continue de favoriser une interdiction complète des essais d'armes nucléaires, tandis qu'une majorité s'oppose toujours aux essais des missiles de croisière. D'un autre côté, les Canadiens préconisent un renforcement de l'OTAN et des forces de défense du pays ainsi que le maintien d'un équilibre militaire en Europe.

Si ces vues persistent, elles obligeront les hommes et les femmes politiques canadiens à adopter des lignes de conduite correspondant plus fidèlement à l'opinion et aux attentes de la population. En particulier, les dirigeants politiques devront comprendre qu'au chapitre des armes nucléaires, les Canadiens et Canadiennes semblent attribuer la même valeur morale au comportement des deux superpuissances sur la scène internationale et ce, en dépit des critiques acerbes formulées aux États-Unis contre une telle attitude.